



REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité

MINISTRE DE LA SANTE

PROJET DE PREPARATION ET DE REPONSE
AU COVID-19 EN GUINEE

UNITE DE GESTION DES PROJETS



Projet de Préparation et de Réponse au COVID-19 en Guinée

Réponse à la Pandémie de COVID-19
En République de Guinée

Passation de Marchés de Fourniture
par Consultation de Fournisseur

2020/282/1/3/2/2/2/018



CONTRAT DE FOURNITURE

Financement IDA - DON N° : 0687-GN et CREDIT N° : 6735-GN

N°02/PCOVID-19/F/2020

Objet : Contrat avec SOGUIPREM, pour la fourniture de kits de protection et consommables en faveur des CT- EPI des structures sanitaires de Kindia, Labé, Faranah et Kankan

Octobre 2020

Lettre de Marché



Entre

Le Projet de Préparation et de Réponse au COVID-19, sis à la Cité Ministérielle, Commune de Dixinn, Tél. 621 85 99 12, Email : drgrovogui@gmail.com, Conakry, République ; ci-après désigné comme «l'Acheteur» d'une part

Et

Société Guinéenne d'Importation et de Distribution de Médicaments Génériques, de Matériels et de Réactifs de Laboratoire (SOGUIPREM), ayant son siège social au Quartier Cité de l'Air, Commune de Matoto, Conakry, Représenté par **Dr Moustapha DOUMBOUYA Directeur Général**, ci-après désigné comme le «Fournisseur» d'autre part.

ATTENDU que l'Acheteur désire que certaines fournitures soient livrées et certains services annexes soient assurés par le Fournisseur, c'est-à-dire, Fourniture de kits de protection et de consommables en faveur des CT- EPI des structures sanitaires de Kindia, Labé, Faranah et Kankan et a accepté une offre du Fournisseur pour un montant total hors taxes hors droits de douanes de : **Sept Milliards Quatre Cent Vingt Millions Huit Cent Quarante Sept Mille Huit Cent Vingt Cinq Francs Guinéens (7 420 847 825 GNF/HT/HDD)**, suivant le Bordereau Description Quantitatif et les prix unitaires tels que spécifiés dans l'offre de Prix sans numéro du 1^{er} octobre 2020 du Fournisseur .

PUIS IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

1. Les documents ci-après seront considérés comme faisant partie intégrante de la Lettre de marché:
 - (a) La notification d'attribution envoyée au Fournisseur ;
 - (b) Le Bordereau Description Quantitatif [*et le Calendrier de livraison si nécessaire*] et ;
2. En contrepartie des règlements à effectuer par l'Acheteur au profit du Fournisseur, comme indiqué ci-après, le Fournisseur convient de livrer les fournitures, de rendre les services et de remédier aux défauts et insuffisances de ces fournitures et services conformément, à tous égards aux stipulations de la présente Lettre de marché.
3. L'Acheteur convient de son côté de payer au Fournisseur, au titre des fournitures et services, et des rectifications apportées à leurs défauts et insuffisances, le Prix de la Lettre de marché, ou tout autre montant dû au titre de cette Lettre de marché, et ce selon les modalités de paiement ci-après :
 - Le Client s'acquittera de **100 %** des sommes dues au titre du présent contrat après livraison des fournitures, installations et mise en fonction constatées par un procès-verbal de réception et la facture définitive.





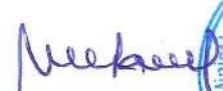
4. Le délai de livraison ne devra pas excéder **quatre-vingt (80) jours** après la réception de la présente lettre de marché par le Fournisseur.
5. Les pénalités de retard sont de **0,5 % pour cent du Montant du Marché** par semaine. Le montant maximum des pénalités de retard est **10 % du Montant du Marché final**.

Objet du Contrat : Fourniture de kits de protection et de consommables en faveur des CT- EPI des structures sanitaires de Kindia, Labé, Faranah et Kankan.

Montant Total du Contrat : **Sept Milliards Quatre Cent Vingt Millions Huit Cent Quarante Sept Mille Huit Cent Vingt Cinq Francs Guinéens (7 420 847 825 GNF/HT/HDD)** Hors Taxes, Hors Douanes.

Le prix total **Toutes Taxes Comprises** est de : Neuf Milliards Neuf Cent Quatre Vingt Un Millions Quarante Mille Trois Cent Vingt Cinq Francs Guinéens (**9 981 040 325 GNF/TTC**) pour une durée d'exécution maximale de quatre-vingt (80) jours.

EN FOI DE QUOI les parties au présent Marché ont fait signer le présent document conformément aux lois de *la République de Guinée*, les jours et année mentionnés ci-dessous.

SOGUIPREM	
Par : Nom : Dr Moustapha DOUMBOUYA Titre : Directeur Général Date :	
VISA	
Nom : Médecin Colonel Remy LAMAH Grand Officier de l'ordre de national de Mérite de la République Française Titre : Ministre de la Santé Date : 29 OCT 2020	
Le Gouvernement de la République de Guinée	
Par : Nom : Mamadi Camara Titre : Ministre de l'Economie et des Finances Date :	

Annexe Fiscale

Le présent marché étant financé par l'IDA DON N°: 1300-GN et CREDIT N°: 5883-GN, les droits et taxes imposés en vertu du droit applicable seront pris en charge d'une part par l'État Guinéen et d'autre part par le Fournisseur.

a) A LA CHARGE DE L'ÉTAT

- FISCALITÉ DE PORTE

- | | |
|---|---------------------|
| 1. Droit Fiscal d'Entrée (8 %) = (9 240 000 000 GNF x 8 %) | = 739 200 000 GNF |
| 2. Droit de Douane d'Entrée (7 %) = (9 240 000 000 GNF x 7 %) | = 646 800 000 GNF |
| 3. TVA à l'importation à régler par CTSS (18 %) =
(9 240 000 000 GNF x 18 %) | = 1 663 200 000 GNF |

-FISCALITÉ INTÉRIEURE

1. Droit d'enregistrement (gratuit)

Total à la charge de l'Etat : 739 200 000 + 646 800 000 + 1 663 200 000 = 3 049 200 000 GNF

b) A LA CHARGE DE L'ADJUDICATAIRE

- | | |
|---|-------------------|
| 1. RTL (2 % de la valeur CAF à l'importation) | |
| 2. Patente professionnelle (9 240 000 000 GNF x 1,5%) | = 138 600 000 GNF |

Montant Total Toutes Taxes Comprise = 12 427 800 000 GNF TTC

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE

PROJET DE PREPARATION ET DE REPONSE
AU COVID-19 EN GUINEE

UNITE DE GESTION DES PROJETS



LA BANQUE
MONDIALE

0008

N° /COVID-19/UGP/PM//MS/2020

Conakry, le 09 Octobre 2020

Le Coordonnateur National

H

Monsieur le Directeur Général de
SOGUIPREM
Quartier Cité de l'Air
Commune de Matoto

Objet : **Notification d'attribution** fourniture de kits de protection et consommables

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet de Préparation et de Réponse au COVID-19 en Guinée, le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu un Financement de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour financer le coût du projet.

En effet, suite à l'acceptation de vos propositions, j'ai l'honneur de vous informer que votre Société a été retenue et est adjudicataire du marché pour la fourniture de kits de protection et consommables en faveur des CT-EPI des structures sanitaires de Kindia, Labé, Faranah et Kankan du COVID-19 pour un montant total de : **Sept Milliards Quatre Cent Vingt Millions Huit Cent Vingt Cinq Mille francs guinéen (7 420 847 825 GNF)**.

Cette attribution vous a été faite conformément à vos propositions de prix unitaires contenues dans la convention négociée entre parties. Vous trouverez en annexe la version définitive du Contrat pour signature.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma franche collaboration

le 11/10
Trouver coursier de
SoguiPrem
Tel: 66 2 19 99



Dr Moustapha GROVOGUI



GUI COVID 19 : DEMANDE d'APPROBATION du Contrat avec
SOGUIPREM pour la fourniture des kits de protection pour les CT-
EPI NOUVEAU PROJET COVID 19 3

Yahoo/Boîte réc...

**Moustapha Grovogui** <drgrovo@...>

jeu. 8 oct. à 17:38

À : Ibrahim Magazi

Cc : Aissatou Tidiane Diallo,
Zenab Konkobo Kouanda,
Thierno Hamidou Diallo,
M'bemba Toure,
Salimatou Drame-Bah
et 7 autres...

Monsieur le Chargé de Projet ;

Veillez trouver le contrat avec SOGUIPREM pour la
fourniture des kits de protection pour les CT-EPI des
régions de Kindia, Faranah, Labé et Kankan couvertes
par l'IDA dans le cadre du Projet COVID-19 **pour votre
approbation.**

A noter que le marché est inscrit dans le STEP/Projet
COVID 19 et est soumis à la revue à POSTERIORI.

[Afficher le message d'origine](#)

Dr Grovogui

Contrat Ach... .pdf

935.9kB

**Ibrahim Magazi** <imagazi@worldbank>

ven. 9 oct. à 08:03

À : Moustapha Grovogui

Cc : Aissatou Tidiane Diallo,
Zenab Konkobo Kouanda,
Thierno Hamidou Diallo,
M'bemba Toure,
Salimatou Drame-Bah et 7 autres...

Dr Grovogui,

Sur la base des informations fournies, l'IDA n'a pas d'objection sur le
contrat.



Nous vous remercions.

Ibrahim





S O G U I P R E M

Société Guinéenne d'Importation et de Distribution de Médicaments Génériques, de Matériels et de Réactif de Laboratoire.
Quartier Cité de l'Air en face de l'Aéroport International Gbessia - Conakry. BP : 6661
Tél.: (+224) 664 271 149 / 631 110 445 / 631 406 095 Email : soguiprensa@yahoo.fr
N° de Compte : 001 012 460 183 3901 ECOBANK ou 100 000 11 523 19 SGBG

LETTRE DE SOUMISSION

A

L'Attention de Monsieur le
Coordinateur National du projet
REDISSE

Monsieur,

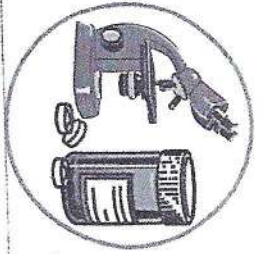
Suite à votre demande de proposition de prix pour l'acquisition des équipements de protection contre la covid 19 en Guinée, la Direction Générale de SOGUIPREM à l'honneur de vous soumettre son offre ci-jointe.

Tout en espérant que notre offre retiendra votre attention, veuillez agréer Monsieur le Représentant, l'expression de notre profonde gratitude.

Conakry, le 01 Octobre 2020

Le Directeur Général

Dr DOUMBOUYA Moustapha



S O G U I P R J E M

Société Guinéenne d'Importation et de Distribution de Médicaments Génériques, de Matériels et de Réactif de Laboratoire.
 Quartier Cité de l'Air en face de l'Aéroport International Gbessia - Conakry, BP: 6661 Rép. de Guinée
 Tél.: 00224 664 271 149 / 631 110 445 / 631 406 095 Email : soguiprensa@yahoo.fr N° de Compte : 001 012 460 183 3901 ECOBANK ou 100 000 11 523 19

FACTURE PROFORMA N°10011/FP/DG/SOGUI/2020

CLIENT: REDISSE

N	Description détaillée de l'article	Unité	Quantité	Prix Unit	Prix Total	Livraison	
						Délai (jours)	Lieu
I	Gants d'examen						
	Gants d'examen de Taille S Sans Tale	Paire	550 494	1 650	908 315 100	70 Jrs	PCG
1	Gants d'examen de Taille M Sans Tale	Paire	1 376 235	1 650	2 270 787 750	70 Jrs	PCG
2	Gants d'examen de Taille L Sans Tale	Paire	825 741	1 650	1 362 472 650	70 Jrs	PCG
3	Gants d'examen de Taille L Sans Tale	Paire	247 722	2 625	650 270 250	80 Jrs	PCG
	Total Gant d'examen				4 541 575 500		
II	Gants à usage unique						
	Gants stériles Taille S	Paire	165 148	2 625	433 513 500	80 Jrs	PCG
1	Gants stériles Taille M	Paire	412 871	2 625	1 083 786 375	80 Jrs	PCG
2	Gants stériles Taille L	Paire	247 722	2 625	650 270 250	80 Jrs	PCG
3	Gants stériles Taille L	Paire	247 722	2 625	650 270 250	80 Jrs	PCG
	Total Gant stérile				2 167 570 125		
III	Combinaison Tyvec						
	Masque de protection N95		45 648	12 900	588 859 200	40 Jrs	PCG
1	Masque de protection N95		45 648	12 900	588 859 200	40 Jrs	PCG
	Total combinaison Tyvec				588 859 200		
IV	Gant de ménage						
	Gants de ménage Taille S	Paire	414	19 900	8 238 600	21 Jrs	PCG
1	Gants de ménage Taille M	Paire	1035	19 900	20 596 500	21 Jrs	PCG
2	Gants de ménage Taille L	Paire	621	19 900	12 357 900	21 Jrs	PCG
3	Gants de ménage Taille L	Paire	621	19 900	12 357 900	21 Jrs	PCG

Total Gant de menage		41 193 000		
V	Blouses			
1	Blouses jetables Taille S	100	16 500	60 Jrs
2	Blouses jetables Taille M	1 000	16 500 000	60 Jrs
3	Blouses jetables Taille L	100	1 650 000	60 Jrs
Total Blouses			19 800 000	PCCG
VI	Autres équipements de protection			
1	Lunettes de protection	1 000	21 500	75 Jrs
2	Coiffes uniques	1 000	850	75 Jrs
3	Tabliers jetables	10 000	3 950	80 Jrs
Total autres équipements de protection			61 850 000	PCCG
TOTAL GENERAL			7 420 847 825	

ARRETER LA PRESENTE FACTURE A LA SOMME DE: SEPT MILLIARDS QUATRE CENT VINGT MILLIONS HUIT CENT QURANTE SEPT MILLE HUIT CENT VINGT CINQ FRANCS GUINEENS

Conakry, le 01 Octobre 2020

LA DIRECTION



Fiscalité intérieure et douanière :

Notice à insérer dans les marchés publics

A. Généralités

Ce document a pour objet de présenter les modalités d'application du régime de droit commun en matière de fiscalité intérieure et douanière à toutes les commandes publiques, quels que soient l'origine et le mode de financement (prêts, subventions,...) à l'exception des dons en nature non commercialisés faits à l'État.

En tout état de cause, les soumissionnaires aux marchés publics sont invités à se conformer aux dispositions des différents Codes des Impôts, Code des Douanes, ainsi que des Lois de Finances et à se rapprocher des Directions concernées en tant que de besoin.

Il est rappelé que conformément à l'article 10 de la Loi de Finances pour l'année 2000 :

Tous les achats de biens et services effectués par l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics doivent être libellés "toutes taxes comprises".

Les importations effectuées par l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics ou pour leur compte ne peuvent en aucun cas donner lieu à exonération de droits et taxes à l'importation. Cette disposition s'applique à toutes les commandes quels que soient l'origine et le mode de financement.

Les soumissionnaires devront impérativement tenir compte de cette réglementation dans la présentation de leurs offres.

Aucune exemption ne pouvant être accordée, les droits et taxes supportés par l'adjudicataire ou par l'État.

B. Obligations des soumissionnaires et des sous-traitants

1. Présentation d'un certificat d'immatriculation

Ne pourront soumissionner en qualité de fournisseurs ou prestataires de services de l'État que les entreprises, personnes physiques ou morales, régulièrement immatriculées auprès de la Direction nationale des Impôts (DNI) et à jour de leurs obligations fiscales (déclaration d'existence, déclarations fiscales, paiement des impôts et taxes). Si le montant hors TVA de la soumission est supérieur ou égal à 150 millions de GNF ou que le chiffre d'affaires hors TVA de l'entreprise pour l'année précédant la soumission est supérieur à ce montant pour les marchés de fournitures, la soumission devra obligatoirement mentionner le numéro d'identification en tant que redevable de la TVA. Le seuil d'assujettissement à la TVA est de 60 millions de GNF pour les entreprises de prestations de services et de travaux immobiliers.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux entreprises étrangères non établies en Guinée en cas d'appel d'offres international ou de négociation par entente directe. Toutefois, le marché ne

MD

pourra être exécuté par une entreprise non établie en Guinée qu'après immatriculation auprès de la Direction Nationale des Impôts.

En outre, les entreprises étrangères sont tenues de désigner à l'Administration fiscale un représentant résidant en République de Guinée qui sera solidairement responsable avec l'adjudicataire du paiement de tous les impôts, droits et taxes dus.

Le Directeur National des Impôts et le Directeur national Adjoint des Impôts sont les seuls habilités à certifier l'immatriculation d'un contribuable; tout certificat d'immatriculation non revêtu de la signature de l'une de ces autorités est nul et de nul effet.

Aussi, la Direction nationale des Impôts (DNI) communiquera à l'ACGP et à la Direction Nationale des marchés Publics le répertoire actualisés des contribuables régulièrement recensés ainsi que les mises à jour (nouveaux inscrits et radiés) une fois par mois.

2. Tenue d'une comptabilité régulière suivant les normes définies par le plan comptable guinéen.

3. Obligations fiscales

Les adjudicataires de marchés dont la durée d'exécution est supérieure à six mois doivent souscrire une déclaration de résultats au plus tard le 31 mars de chaque année et procéder au paiement de l'impôt sur les bénéfices. Enfin, une déclaration de résultats doit être également souscrite, dans le mois qui suit la fin des travaux, en vue de l'obtention du quitus fiscal par les mêmes adjudicataires.

Ils doivent également souscrire une Déclaration Mensuelle Unique (DMU) et acquitter tous les impôts à versement spontané (dont la TVA) sur les opérations effectuées, au plus tard le 15 du mois suivant.

4. Cas particuliers de la co-traitance et de la sous-traitance.

4.1 Co-traitance

Plusieurs entreprises peuvent soumissionner ensemble à un marché. En cas d'adjudication à un groupe d'entreprises le marché est acquis pour chacune d'elles pour la part lui revenant. Le régime de prise en charge des impôts et taxes par l'État s'applique à chacune d'elles.

4.2 Sous-traitance

En matière de sous-traitance, le titulaire du marché est autorisé à calculer les droits et taxes sur la base des travaux effectués directement par lui, à condition :

- a) qu'il apporte la preuve des travaux effectués directement par ses soins et leur montant exact ;

- b) qu'il justifie ou se porte garant du versement par le sous-traitant des impôts et taxes dus par eux.

C. Prise en charge des droits, impôts et taxes selon le type de marchés.

Toute société adjudicataire d'un marché sur FINEX acquittera en République de Guinée, les droits, Impôts et taxes suivantes :

5. Marché de fournitures

Pour le Marché de Fournitures, la société adjudicataire acquittera :

- a) la RTL au taux de 2% de la valeur CAF des importations ;
- b) le droit proportionnel au taux de 1,50% du montant du marché ;
- c) les droits d'enregistrement et de timbre sur la partie financée par l'État ;
- d) la TVA à l'importation est réglée par voie de CTSS.

En plus de ces droits et taxes spécifiquement liés au marché de Fournitures, l'adjudicataire de droit Guinéen ou étranger résident pendant plus de 183 jours en Guinée doit acquitter les impôts et taxes relevant du droit commun. Ce sont :

- a) la Contribution Foncière Unique sur les propriétés bâties et non bâties;
- b) la Taxe Unique sur les Véhicules ;
- c) les impôts sur les salaires (RTS, VF, TA) ;
- d) l'impôt sur les revenus non salariaux ;
- e) l'impôt proportionnel Unique sur les avantages en nature ;
- f) l'impôt sur les sociétés ou sur les bénéfices industriels et commerciaux (IS ou BIC) ;
- g) l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers ;
- h) l'impôt minimum forfaitaire.

L'adjudicataire d'un marché de fournitures ayant un établissement en Guinée doit indiquer le montant hors taxes du marché sur la Déclaration Mensuelle Unique (DMU). Ce montant n'est pas soumis à la TVA intérieure et la TVA à l'importation acquittée par l'État au Cordon Douanier ne peut faire l'objet d'aucune déduction.

6. Marché de travaux

En ce qui concerne le Marché de Travaux, l'attributaire sera assujéti à :

- a) la RTL au taux de 2% de la valeur CAF des importations ;
- b) les droits et taxes d'entrée assis sur les matériels lourds qui restent la propriété de l'adjudicataire à la fin des travaux ;
- c) la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP) ;
- d) la TVA à l'importation ;
- e) le droit Proportionnel au taux de 0,20% du montant du marché ;
- f) le droit d'enregistrement et de timbre sur la partie financée par l'État.

En plus de ces droits et taxes spécifiquement liés au marché de travaux, l'adjudicataire de droit Guinéen ou étranger résident en Guinée pendant plus de 183 jours doit acquitter les impôts et taxes relevant du droit commun à savoir :

- a) la Contribution Foncière Unique sur les propriétés bâties et non bâties :
- b) la taxe Unique sur les Véhicules :
- c) les impôts sur les salaires (RTS, VF, TA) :
- d) l'impôt sur les revenus non salariaux :
- e) l'impôt proportionnel Unique sur les avantages en nature :
- f) l'impôt sur les sociétés ou sur les bénéfices industriels et commerciaux (IS ou BIC) :
- g) l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers :
- h) l'impôt minimum forfaitaire.

Les adjudicataires de marchés de travaux pourront, sur leur demande, bénéficier du régime de l'admission temporaire conformément à la réglementation en vigueur. La liste exhaustive des biens à importer sous ce régime doit être obligatoirement jointe aux marchés.

7. Marché de prestations

S'agissant du marché de prestations, le titulaire sera soumis au paiement de :

- a) le droit proportionnel au taux de 1,50% du montant du marché :
- b) les droits d'enregistrement et de timbre sur la partie financée par l'État.

Hormis ces droits et taxes liés au Marché de Prestations, l'adjudicataire de droit Guinéen ou étranger résident pendant plus de 183 jours en Guinée doit acquitter les impôts et taxes relevant du droit commun à savoir :

- a) la Contribution Foncière Unique sur les propriétés bâties et non bâties :
- b) la taxe Unique sur les Véhicules :
- c) les impôts sur les salaires (RTS, VF) :
- d) l'impôt sur les revenus non salariaux :
- e) l'impôt proportionnel Unique sur les avantages en nature :
- f) l'impôt sur les sociétés ou sur les bénéfices industriels et commerciaux (IS ou BIC) :
- g) l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers :
- h) l'impôt minimum forfaitaire.

Les biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés de prestations peuvent bénéficier du régime l'admission temporaire conformément à la réglementation en vigueur. La liste exhaustive des biens à importer sous ce régime doit être obligatoirement jointe aux marchés.

D. Prise en charge des droits, impôts et taxes par l'État

L'État prendre en charge les droits relatifs à tous les biens ou produits qui font l'objet du marché et qui, à la fin de celui-ci, resteront sa propriété.

Il s'agit des droits et taxes suivants :

8. Droits et taxes relevant de la Direction Nationale des Douanes

- a) Les droits et taxes d'entrée (droit de douane, droit fiscal et surtaxe de consommation) perçus sur les importations de biens qui ne resteront pas la propriété de l'adjudicataire ou qui seront incorporés dans les travaux remis à l'État en fin de marché. Ces biens devront figurer de façon exhaustive et détaillée dans le descriptif inclus dans le contrat. En aucun cas, la Retenue pour Traitement et Liquidation (R.T.L.) ne peut être prise en charge par l'État.
- b) pour les marchés de fourniture, le montant de la TVA donnera lieu à la délivrance de CTSS. En effet, lorsque l'importation est réalisée par le titulaire du marché et que celui-ci n'a pas d'établissement en Guinée, la TVA à l'importation se confond avec la TVA sur le montant du marché.

9. Droits et taxes relevant de la Direction Nationale des Impôts

La TVA assise sur le montant hors taxes du marché

- a) En ce qui concerne les droits et taxes d'entrée, les attributaires des marchés doivent déposer auprès de la Direction Nationale de la Dette et des Investissements Publics (D.N.D.I.P.) les Bordereaux de taxation (B.D.T.) émis par la S.G.S. ou les Bulletins de Liquidation (BL) accompagnés de la déclaration en Douane pour le paiement des droits et taxes d'entrée des biens figurant sur le descriptif détaillé visé plus haut.

Les bulletins rédigés par la Direction Nationale de la Douane doivent être visés par la Direction nationale des Impôts avant leur transmission à la DNDIP.

- b) En ce qui concerne les Prestations de Services et les travaux Immobiliers l'exigibilité de la TVA intervient au moment de l'encaissement. L'entreprise déposera ses demandes de CTSS auprès de la D.N.D.I.P., en fonction de l'état d'avancement du chantier ou de l'encaissement des fonds (notamment lors du paiement de l'avance de démarrage des travaux). Le montant du C.T.S.S. sera calculé au prorata du moment des travaux ou services réalisés sur la base d'un document attestant la réalisation effective des travaux délivrés par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Après avoir émis les CTSS, la DNDIP les transmettra aux Directions Techniques concernées (DNI et/ou DND) qui les encaisseront conformément à la réglementation en vigueur, pour le compte des bénéficiaires. Les CTSS seront libellés à l'ordre du Trésor Public.

Les chèques TVA pourront être utilisés pour payer tous autres impôts ou taxes dus à la Direction nationale des Impôts et à la Direction nationale des Douanes à l'exclusion de la TVA à l'importation. Ces chèques ne pourront, en aucun cas, être endossés ou remis pour l'encaissement à une banque.

La durée de validité d'un CTSS non utilisés est de **45 jours** à compter de sa date d'émission.

A la fin du marché, s'il subsiste des CTSS non utilisés, la société pourra, sur demande express, se faire rembourser par la Direction nationale des Impôts.

MS

